

Le Cercle des économistes et « Le Monde » lancent l'édition 2018 du Prix du meilleur jeune économiste, qui récompense les travaux de chercheurs pour leur excellence académique et leur pertinence dans l'actualité

L'économie, science sociale en mouvement

Renouveler les approches et enrichir les analyses

La nécessité d'ouvrir l'économie vers les autres sciences sociales est plus forte que jamais

PAR ANDRÉ CARTAPANIS
ET JEAN-HERVÉ LORENZI

Depuis l'année 2000, le Cercle des économistes et *Le Monde* distinguent, parmi les nombreux jeunes économistes français, celle ou celui qui semble avoir le mieux fait progresser les concepts, les idées et les propositions de politique économique. Tout au long de ces années, nous nous sommes interrogés sur la signification que pouvait prendre ce Prix. Nous avons questionné la valeur ajoutée que ce choix pouvait apporter au débat. Avions-nous réellement permis à ces esprits brillants et à leurs travaux d'aider les pouvoirs publics et les dirigeants d'entreprise à traverser ces temps difficiles ? La réponse est sans nul doute positive.

Certes, la liste des lauréats et des nominés est impressionnante par la qualité intellectuelle de ces jeunes talents. Mais cela ne serait pas suffisant, car il ne s'agit pas d'un simple concours académique. Le niveau de leurs travaux illustre l'effort permanent réalisé dans le cadre de notre discipline pour tenter de résoudre les problèmes qui surgissent, au fil des années, face aux chocs et aux crises que le monde connaissait. L'originalité de ce prix est de mettre en valeur la capacité des lauréats d'être à l'écoute de la réalité économique d'aujourd'hui et à la recherche permanente des solutions à apporter aux problèmes les plus urgents.

INTERROGATIONS DU MOMENT

Le monde dans lequel nous vivons est difficile à saisir, les prévisions à moyen terme sont l'objet de discordes ou de controverses, tout particulièrement à propos du régime de croissance d'après-crise ou des nouvelles formes de concurrence sur les marchés touchés par la révolution numérique. Hier, nous nous interrogeons sur les excès des politiques monétaires et l'instabilité financière, sur les grandes réformes à mener, notamment en France sur celles qui concernent les retraites ou les charges pesant sur les salaires. Cela correspondait aux interrogations du moment.

Notre ambition, pour le prix de cette année, est de coller plus encore aux interrogations profondes de notre société. Aujourd'hui, il faut redynamiser le tissu productif et « re-imaginer » les systèmes de production bouleversés par les technologies du numérique ; reconsidérer la concurrence sur les marchés multifaces et examiner les effets de l'ubérisation et des « clusters » technologiques qui créent de nouveaux modes de coordination et exigent d'autres formes de régulation ; définir les formations et les qualifications adaptées à ce monde nouveau afin de lutter contre toutes

les formes d'exclusion sur le marché du travail ; s'attaquer aux inégalités que suscitent les révolutions technologiques et la mondialisation. Et comment ne pas évoquer les bouleversements que vont apporter le génie génétique et l'intelligence artificielle dans les processus d'innovation et les stratégies organisationnelles des entreprises !

C'est de tous ces sujets dont l'économie doit parler, ce sont ces thèmes qui inquiètent les citoyens, ce sont ces incertitudes et ces difficultés d'analyse que les économistes doivent surmonter.

NOUVELLES PISTES

La science économique doit rester en mouvement, en répondant à ces nouveaux défis. Pour le comprendre, elle doit aussi renouveler ses approches et enrichir ses analyses. La nécessité d'ouverture vers les autres sciences sociales est donc plus forte que jamais. L'attribution du Nobel d'économie a montré la voie à plusieurs occasions. En récompensant, en 2017, Richard Thaler, après Daniel Kahneman et Vernon L. Smith en 2002, pour leur intégration des avancées de la psychologie cognitive dans la compréhension des comportements économiques. En couronnant, en 2009, Elinor Ostrom, une politiste, pour ses travaux sur les modes de gouvernance des *commons*, ces biens communs relevant d'une appropriation collective comme les ressources halieutiques dans les océans ou les logiciels libres, et la même année Oliver Williamson, plus en cour chez les gestionnaires que chez les économistes, pour ses analyses des modes de coordination internes et externes des entreprises sur les marchés. Sans oublier, en 1993, Robert Fogel et Douglass North, pour leurs travaux d'histoire économique quantitative et leurs analyses des changements institutionnels à la source de la croissance tendancielle.

L'ambition du Prix du meilleur jeune économiste est de contribuer à la légitimité de l'analyse économique en distinguant des lauréats pour l'excellence de leur production académique et pour leur contribution à la politique économique et aux décisions d'entreprises. Mais aussi pour leur capacité à tracer de nouvelles pistes de recherche, à innover, bien sûr au cœur de la discipline, mais aussi en proposant des inflexions dans le choix des objets de recherche et dans les modes de modélisation ou de validation théorique ou empirique, en débordant vers d'autres sciences sociales, les sciences de gestion, la sociologie économique, l'histoire quantitative, les sciences cognitives... Car, comme l'écrivait l'économiste anglais John Stuart Mill (1806-1873), « il est bien piètre économiste celui qui n'est qu'économiste ».

André Cartapanis est président du jury du Prix du meilleur jeune économiste, décerné par le Cercle des économistes et « Le Monde » ; **Jean-Hervé Lorenzi** est président du Cercle des économistes

Quelle réforme pour les retraites ?

Antoine Bozio, Prix du meilleur jeune économiste 2017, invite gouvernement et partenaires sociaux à s'emparer sans tarder de ce sujet majeur

PAR ANTOINE BOZIO

Parmi toutes les propositions avancées pendant la campagne électorale par Emmanuel Macron, la réforme de notre système de retraite apparaît comme la plus ambitieuse : le candidat avait esquissé une réforme en profondeur visant à instaurer un « système universel, juste, transparent et fiable », s'opposant ainsi à une démarche de réformes paramétriques, telles qu'elles ont été mises en place à intervalles de plus en plus fréquents ces dernières décennies.

Le programme présidentiel proposait d'unifier la formule de calcul des retraites afin que « chaque euro cotisé donne les mêmes droits », sans pour autant fusionner les différents régimes. Cette formule de calcul, inspirée de la réforme mise en place en Suède et appelée « comptes notionnels », vise à l'acquisition de droits à la retraite dont la valeur ne dépend pas de futures réformes ou du statut particulier de l'assuré. Elle se rapproche fortement des systèmes à points qui existent dans nos régimes complémentaires – au lieu d'être exprimés en points, les droits sont exprimés en euros, donnant ainsi plus de garanties pour les salariés sur la valeur des droits acquis. La grande différence

avec le mode de calcul actuel tient à la prise en compte automatique de l'augmentation de l'espérance de vie au fil des générations, afin de pouvoir garantir les droits à la retraite sur le long terme. Mais une fois la pension liquidée, la garantie du niveau de vie des retraités fonctionne comme dans le système actuel. Dans un tel système, la solidarité n'est pas absente. Bien au contraire, elle retrouve le sens d'une solidarité nationale, un caractère universel, où les droits non contributifs ne sont pas propres à chaque régime mais communs à tous. Ils sont financés, comme aujourd'hui, par l'impôt et correspondent à l'objectif de tout système de protection sociale : réduire les aléas des carrières pour ceux qui les ont subis.

ÉCART ENTRE AMBITIONS ET RÉALITÉS

Le gouvernement a confié à Jean-Paul Delevoye la tâche de mener à bien cette réforme ambitieuse. M. Delevoye s'est attelé à consulter largement les parties prenantes afin de construire un consensus politique et social derrière la réforme. C'est un élément nécessaire, mais non suffisant pour faire de cette ambition une réussite politique. Le gouvernement doit en effet éviter deux écueils.

Le premier est de succomber à la tentation d'aller vite, en cherchant à bénéficier du début du quinquennat pour acter la réforme sans délai. Le risque est alors grand d'aboutir à une réforme insuffisamment préparée. Une réforme structurelle impose en effet un travail de préparation considérable, car il faut revoir l'ensemble des règles du système. L'enjeu de long terme est tel qu'il serait absurde de risquer un échec opérationnel pour des considérations politiques.

La seconde tentation serait, à l'inverse, de se décourager rapidement devant la tâche,

de trouver dans les dernières projections du Conseil d'orientation des retraites – qui suggèrent un déséquilibre financier plus important qu'envisagé auparavant – une excuse pour finalement s'en tenir à une énième modification paramétrique, laissant inchangés les dysfonctionnements actuels. Ce serait ainsi faire la démonstration de l'incapacité de la France à mettre en place des réformes en profondeur.

Une réforme structurelle d'ampleur est en effet une formidable opportunité pour améliorer le fonctionnement de notre système de retraite, et « en même temps » assurer sa soutenabilité financière sur le long terme.

Les partenaires sociaux seraient d'ailleurs bien avisés d'en saisir toute la portée. Beaucoup professent leur attachement aux principes des origines de la Sécurité sociale, mais on ne saurait voir d'écart plus grand entre les ambitions originelles des pères fondateurs et la réalité de notre système de retraite, balkanisé entre des régimes aux règles différentes et engendrant ainsi un sentiment d'iniquité. La réforme envisagée peut permettre de résoudre nombre de problèmes qu'il est difficile de régler dans le système actuel : mieux prendre en compte les carrières hachées des salariés du privé, faire converger pour les fonctionnaires les droits sur le traitement et sur les primes, unifier les droits familiaux et les règles des pensions de réversion, réduire la sensibilité de notre système aux aléas de la croissance, etc.

On peut aussi mentionner le fait qu'une telle réforme peut permettre de mieux garantir la mobilité des salariés au sein de l'Union européenne : avec des droits facilement convertibles, il serait possible de mettre en place des transferts entre pays garantissant la protection des droits acquis dans chaque pays. Pourrait ainsi s'esquisser une Europe sociale qui viserait à garantir des droits des assurés quel que soit leur parcours professionnel. Il y a donc là matière à des progrès sociaux tangibles. Les difficultés de sa mise en place, bien réelles, ne devraient pas décourager tous ceux qui aspirent à un Etat social adapté au XXI^e siècle. ■

Antoine Bozio est maître de conférences à l'EHESS-PSE et directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP)

Appel à candidatures

Le Prix 2018 du meilleur jeune économiste sera attribué par *Le Monde* et le Cercle des économistes en mai prochain. Peuvent concourir tous les économistes français de moins de 41 ans au 1^{er} juin 2018, dont les travaux présentent un caractère appliqué et permettent de promouvoir le débat public. Au-delà de leur production académique, les candidats doivent mettre en avant leur contribution à la politique économique ou à la prise de décision parmi les acteurs privés ou publics. Les candidats doivent adresser au Cercle des économistes, au plus tard le mercredi 31 janvier 2018, une déclaration de candidature, un CV détaillé, les cinq publications leur paraissant les plus représentatives de leur production, ainsi qu'une note de synthèse, d'une page tout au plus, soulignant l'intérêt et l'originalité de leurs apports. Pour plus d'informations : Lecercledeseconomistes.fr

Si les économistes étaient plus humbles...

Pour être utiles, ils doivent s'intéresser davantage aux réalités humaines, estime l'économiste Esther Duflou

PAR ESTHER DUFLU

Si les économistes, écrivait John Maynard Keynes *pouvaient parvenir à ce qu'on les considère comme des gens humbles, compétents, sur le même pied que les dentistes, ce serait merveilleux !*

Milton Friedman, le célèbre pape de l'économie libérale, ne se voyait pas comme un dentiste. Il se comparait plutôt à un physicien, observant le mouvement des boules dans un jeu de billard d'un air détaché, et se gardant bien de toucher aux cannes.

Bien sûr, Friedman avait son opinion sur l'économie réelle. Traditionnellement, les économistes les plus impliqués dans la politique économique étaient justement les macro-économistes comme lui, qui se prononçaient, s'appuyant surtout sur la théorie, sur les taux d'intérêt, le taux naturel de chômage, l'impact du déficit sur la croissance économique et autres sujets tout aussi sérieux, et sur lesquels il est tout aussi difficile de dire quelque chose de précis. L'incapacité de la profession à voir venir la crise économique de 2008 a mis un coup de blues chez les macro-économistes, qui se demandent de plus en plus (probablement

avec raison) s'ils ont effectivement quelque chose à apporter à la politique publique qui ait de réels fondements scientifiques. Il semble que notre compréhension profonde des lois du monde macro-économique soit trop loin d'être parfaite pour être utile.

Mais depuis deux ou trois décennies, une autre sorte d'économistes est amenée à jouer un rôle dans la politique économique. Des micro-économistes aident à préparer des mises au enchères (pour des réseaux de téléphonie mobile, par exemple), à réfléchir à des problèmes d'allocation compliqués (comme les affectations des élèves dans les lycées ou les universités), à proposer des améliorations dans la mise en place des politiques publiques pour qu'elles soient plus justes et plus efficaces. Pour ne citer qu'un seul exemple, Antoine Bozio, lauréat du Prix du jeune économiste en 2017, dirige l'Institut des politiques publiques, qui non seulement analyse les politiques publiques existantes, mais propose des pistes de réformes (sur les retraites, l'éducation, le logement, l'emploi, etc.).

SE COMPORTEUR COMME DES PLOMBIERS

Ces économistes doivent se comporter moins comme des physiciens et plus comme des gens compétents : des dentistes comme le proposait Keynes, ou même plutôt des plombiers, qui utilisent leurs connaissances pour proposer la meilleure solution possible sur le terrain, mais qui font bien attention à ses effets et se tiennent prêts à faire les ajustements nécessaires.

Ainsi, quand le nouveau système postbac sera lancé dans quelques semaines, il faudra

non seulement qu'il soit fondé sur des principes scientifiques robustes (il se trouve que la science économique moderne a beaucoup à dire sur la manière dont un tel système doit fonctionner), mais encore qu'il fonctionne en pratique : cela implique forcément de résoudre des problèmes auxquels la théorie économique n'a pas pensé. Plus que cela, cela implique de résoudre des problèmes que nous n'avons même pas imaginés. Une foule de détails doivent être réglés. Combien de choix doivent donner les élèves ? Faut-il une priorité géographique ? Comment communiquer pour les convaincre d'exprimer leurs souhaits réels et de ne pas être « stratèges » ?, etc.

Si les économistes veulent pouvoir faire des recommandations de politiques publiques, il est de leur devoir de se préoccuper de ces détails, même si leurs théories ne leur donnent pas de direction très précise. Ces détails sont souvent essentiels, et rien ne nous assure qu'ils peuvent être laissés aux décideurs politiques qui n'ont souvent ni le goût ni l'envie de s'en préoccuper. A ma grande satisfaction, nombreux sont celles et ceux qui commencent à accepter de mettre ainsi les mains dans la tuyauterie. Notre discipline n'en sortira que plus riche, et (je l'espère) plus utile. ■

Esther Duflou est professeure au Massachusetts Institute of Technology, codirectrice du J-PAL, laboratoire d'action contre la pauvreté, lauréat du Prix du meilleur jeune économiste en 2005